

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/VD

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 23 mai 2023

ST/A-2023-396

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par S.C.C.M. sise 953 Route de Vérac 33240 TARNES, pour des travaux de traversée de chaussée pour les branchements et raccordements gaz rue Lamothe.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1^o - A compter du 29 mai 2023 et jusqu'au 1er juin 2023, le stationnement sera interdit rue Lamothe dans la partie comprise entre la place St Jean et la rue Paul Bert, selon l'avancement du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - A compter du 29 mai 2023 et jusqu'au 1er juin 2023, la circulation sera interdite rue Lamothe dans la partie comprise entre la place St Jean et la rue Paul Bert, au droit du chantier.

ARTICLE 3^o - A compter du 5 juin 2023 et jusqu'au 30 juin 2023, le stationnement sera interdit rue Lamothe dans la partie comprise entre la place St Jean et la rue Paul Bert, selon l'avancement du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 4^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 5^o - La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

ARTICLE 6^o - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la Police Municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le vingt-trois mai deux mille vingt trois

Pour le Maire par délégation

Le conseiller délégué à la voirie, à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul
Date de signature : 30/05/2023

Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne



Bilal HALHOUL